

JUIN le fasciste, LANIEL le réactionnaire

LE LIBERTAIRE

ORGANE DE LA FÉDÉRATION COMMUNISTE LIBERTAIRE

Cinquante-sixième année. — N° 387

JEUDI 8 AVRIL 1954

Le numéro : 20 francs

Fondé en 1895 par Louise MICHEL et Sébastien FAURE

REDACTION-ADMINISTRATION :

145, quai de Valmy, Paris (10^e)

C.G.P. R. JOULIN — PARIS 5561-78

ABONNEMENTS
FRANCE-COLONIES : 1 AN : 1.000 fr.
6 MOIS : 500 fr.
AUTRES PAYS : 1 AN : 1.250 fr.
6 MOIS : 625 fr.
Pour tout changement d'adresse joindre
30 francs et la dernière bande

UNION

dans l'action ouvrière
contre ces

2 ennemis acharnés

des travailleurs

BATAILLE DE L'ENSEIGNEMENT

La grève du 31 mars

MALGRÉ le pessimisme de certains dirigeants syndicaux, la grève du 31 mars fut un grand succès. Ce n'est là qu'un début. La majorité des grévistes a considéré cette journée de grève comme l'action minimum face au sabotage systématique de l'école française.

La majorité des grévistes est pour une action plus efficace car une journée de grève, c'est bien, mais insuffisant pour faire réfléchir la réaction au pouvoir. La résolution prise après le meeting de la Bourse du Travail, à Paris, dit que : « l'Assemblée des grévistes émet le vœu que tous les syndicats nationaux de la Fédération de l'Éducation Nationale, envisagent une action plus complète qui pourrait être une grève prolongée. »

Cette résolution a été prise grâce à l'action, grâce à la pression de la base.

- Les enseignants exigeront à l'avenir que les délégués soient au service de la base et non aux ordres des bureaux syndicaux. (La base veut plus que les bureaux syndicaux ne proposent.)
- Les enseignants prendront garde de ne pas se couper totalement de la classe ouvrière et participeront à son combat au lieu de se limiter à des actions séparées.
- Ils prépareront avec l'ensemble de la classe ouvrière la grève générale contre le régime de misère.
- Ils seront attentifs à l'évolution de la situation et répondront à chaque coup qui est porté à l'école par une action réelle.
- Ils prépareront dès maintenant une action plus efficace, envisageront une grève prolongée et la grève des examens qui reste l'arme la plus sûre.

Les éducateurs libertaires de la région parisienne ont largement diffusé notre tract « préparons la grève générale » durant la journée du 31 mars. Ce tract a été partout très bien accueilli. Il contribuera à la réussite des mouvements futurs.

Michel MALLA.

Le capitalisme veut-il détruire le monde avant de disparaître ?

SEULE, L'ACTION DES TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS
POURRA ARRÊTER LA FABRICATION ET L'EMPLOI DES ARMES ATOMIQUES

L'ÉNERGIE contenue dans l'atome pourrait être une source inépuisable de prospérité économique. L'électricité, les transports pourraient avoir un prix de revient presque nul. Un niveau de vie inégalé pourrait être assuré dans tous les pays du monde, et cela pour une somme de travail minime. Rien n'est impossible avec les fantastiques réserves énergétiques de l'atome. L'homme est le maître de la nature. L'âge d'or est proche ! Mais pour le capitalisme, la prospérité vient de la pénurie, l'abondance mène à la crise.

L'emploi de l'énergie atomique à des fins pacifiques de production accélère le processus économique amorcé au siècle dernier avec l'adoption du machinisme et la concentration des travailleurs dans les manufactures qui doit amener le remplacement de l'exploitation capitaliste par l'organisation communiste libertaire de la production et de la distribution.

Aussi le capitalisme ne veut-il pas de l'emploi de l'énergie atomique à des fins pacifiques !

Le capitalisme, empêtré dans ses contradictions personnelles, cherche désespérément une issue à ses crises. Il n'a pas d'autre solution que la guerre.

Le mécanisme de la formation des crises économiques et de leur évolution vers la guerre a été maintes fois démontré dans ce journal. On sait que l'accumulation des profits représente au bout d'un certain temps un capital marchandises que les consommateurs, appauvris par ce prélèvement des bénéfices sur le fruit de leur travail, ne peuvent absorber. Il y a alors mévente, fermeture d'usines, faillites, chômage. De la misère des travailleurs naît un mécontentement dont l'ampleur menace gravement le système et ses privilèges. Il faut coûte que coûte s'ouvrir des débouchés vers l'étranger ou les colonies. Mais les marchés étrangers et coloniaux sont saturés, en proie eux-mêmes à leurs propres crises. Il faut alors imposer l'écoulement des marchandises par la force, en détruisant les richesses excédentaires : c'est la guerre.

Evidemment on ne peut expliquer la nécessité de la guerre au prolétaire-soldat avec le raisonnement ci-dessus. La démagogie politique se chargera de la préparation des esprits. Pour tous renseignements, consulter la grande presse, y compris, hélas ! la presse dite ouvrière ! Le sens des grandiloquentes déclarations pacifistes des journaux, de l'Humanité au Figaro, s'éclaire alors d'une lumière inquiétante : la lumière humanitaire des bombes à hydrogène de Bikini ! Nous y reviendrons.

Le capitalisme a-t-il perdu le peu de raison qui lui restait ? La puissance des bombes thermonucléaires est telle que l'adversaire serait non seulement vaincu mais encore entièrement détruit. Comment alors le pays vainqueur pourrait-il écouler sa production dans un pays vaincu disparu de la planète ?

C'est pour cette raison que les armes de destruction totale : gaz, microbes, ont été mises « hors la loi » et n'ont pas été utilisées lors du précédent conflit. C'est pour cette raison que la Russie et un certain nombre de pays

capitalistes demandent l'interdiction des armes atomiques. Demande pleine de sagesse, permettant la continuation de l'état de choses actuel et au demeurant très populaire !

D'ailleurs, l'adversaire éventuel possède aussi ses bombes atomiques, et, d'autre part, encore n'en possède-t-il pas, l'effet des bombes H est tel que même l'agresseur risque d'en subir les contrecoups. Les cendres radioactives peuvent être transportées à des distances considérables, le Japon en a fait la

Jean LOUIS.

(Suite page 2, col. 2.)

INDOCHINE, nouvelle Corée ?

A Dien Bien Phu le carnage continue. Avec un courage et une ténacité inouïs, les prolétaires du Vietnam rongent peu à peu le dispositif colonialiste et cette bataille s'inscrit parmi les plus héroïques de la classe ouvrière internationale, en lutte pour son émancipation.

Cependant, et bien que nous soyons loin de vouloir minimiser l'importance de la bataille en cours, il est nécessaire de relever des faits d'une importance capitale qui se déroulent en ce moment dans le tonkin. La presse au service de l'impérialisme français concentre toute l'attention du public sur Dien Bien Phu et passe à peu près sous silence l'évolution des opérations dans le delta. Le Viet-Nam a coupé la seule route reliant Haiphong à Hanoi. Or ces deux villes constituent actuellement le seul territoire encore occupé par les colonialistes d'une manière sérieuse. Le fait que ces deux villes viennent d'être isolées l'une de l'autre démontre que le corps expéditionnaire est pratiquement liquidé dans tout le Tonkin et les pertes énormes qu'il subit à Dien Bien Phu indiquent que tout le Viet-Nam est en voie d'être libéré très rapidement.

Mais, allant à l'encontre de ce bilan très positif, les dirigeants de Washington semblent décidés à internationaliser la guerre. Le prétexte pourrait être les infiltrations du Viet-Minh à la frontière du Cambodge.

Ce pays étant officiellement indépendant du Viet-Nam, les U.S. pourraient tenter de placer le problème sur le plan de la défense d'un pays « indépendant » contre une « agression ».

Et déjà certaines réactions de la Maison-Blanche semblent indiquer cette orientation, en particulier le durcissement vis-à-vis de la Chine et le refus d'accepter sa présence à la conférence de Genève. L'Indochine risque donc de devenir une deuxième Corée.

Pour éviter que ceci se produise, pour éviter que le combat du prolétariat indochinois se transforme en une guerre pure et simple entre les deux blocs impérialistes, pour sauvegarder les conquêtes révolutionnaires en Indochine et les amplifier encore, il est indispensable que les travailleurs de tous les pays participent à la lutte, imposent le retrait du corps expéditionnaire français et interdisent toute intervention étrangère.

M. MOREAU.

La victoire de Nasser sur Neguib

ou une possibilité d'une véritable lutte des exploités contre la bourgeoisie égyptienne

Le travail a repris au Caire et le calme est revenu. Quel est le bilan des dernières journées d'agitation, de manifestations, de grèves et de bagarres de rue. Les projets de « rétablissement de la démocratie parlementaire » formulés par Neguib ont été réduits à néant et le conseil de la révolution ne sera pas dissous.

En réalité, les luttes qui se produisent actuellement en Égypte, ne font qu'opposer deux secteurs de la classe dirigeante égyptienne : les partisans du maintien de l'influence anglaise et les partisans de l'indépendance totale.

Neguib représente les intérêts des premiers et son soi-disant « rétablissement de la démocratie » n'aurait été en fait que la réinstallation de plein droit de l'impérialisme britannique en Égypte.

Nasser et sa junte militaire représente les intérêts des seconds, la bourgeoisie qui veut centraliser entre ses mains, la domination du pays et bien entendu, son exploitation. Analysons les choses de plus près. Pourquoi le maintien de Nasser est-il présenté comme « la continuation de la Révolution ».

De même qu'en France, au cours de l'occupation allemande, le gouvernement Pétain représentait pour les travailleurs l'oppression et l'exploitation étrangère, de même Farouk, pour le travailleur apparessait comme l'instrument de l'impérialisme anglais, cause de la misère des travailleurs égyptiens. Il est donc rigoureusement normal que ces travailleurs recherchent leur indépendance nationale, croyant mettre fin à leur misère en expulsant l'étranger qui semble leur prendre tout (c'est exactement le sentiment

qui animait la majorité des travailleurs français sous l'occupation : « les Allemands nous prennent tout, c'est la cause de notre misère »). A ce stade de la lutte émancipatrice des travailleurs, il est logique qu'ils se trouvent en un front uni avec la bourgeoisie qui poursuit les mêmes buts (pour des raisons différentes, cela va de soi), d'autant plus que ces travailleurs n'ont plus ou n'ont jamais eu conscience que cette bourgeoisie les exploite. Voilà l'explication de l'attitude des travailleurs égyptiens. Ils soutiennent ceux qui aujourd'hui semblent vouloir les tirer de la misère en expulsant l'impérialisme étranger. Nous connaissons.

P. PHILIPPE.

(Suite page 2, col. 6.)

LE PROCÈS MARIE BESNARD

Condamnera-t-on la justice et les juges ?

DEUX affaires judiciaires défrayent la chronique : l'affaire Marie Besnard et l'affaire Hémy. On connaît l'essentiel de ces affaires :

En quelques années, treize personnes de la famille de Marie Besnard

meurent. Ces personnes sont âgées, malades et les médecins concluent chaque fois à une mort naturelle. A chaque décès correspond un héritage. Bientôt les mauvaises langues, les lettres anonymes, la rumeur publique, imposent à

la justice, sans preuves, la culpabilité de Marie Besnard.

Il y aurait une pitoyable étude de mœurs à entreprendre sur la façon dont les « braves gens », bien de chez nous, de la bonne ville bourgeoise de Loudun, crevant de jalousie, de cupidité et de bonnes mœurs chrétiennes, trouvent dans cette affaire un exutoire à leurs turpitudes cachées.

Les prélèvements sur les cadavres sont opérés avec la plus inconsciente des fantaisies par des experts dont l'incompétence n'a d'égale que la suffisance.

L'analyse fut menée dans les mêmes conditions de sérieux et le résultat « empoisonnement par doses massives d'arsenic » était accompagné de la lettre suivante du docteur Bérout au juge Roger : « Si mes rapports ne vous conviennent pas, retournez-les moi. » !!

Des doutes sur la culpabilité de l'empoisonneuse se font peu à peu jour. La défense proteste sur l'irrégularité de l'enquête, demande des contre-expertises, la révision du procès. Les analyses faites cette fois-ci par d'autres savants sont loin d'être concluantes. Mais les magistrats qui tiennent « l'affaire du demi-siècle » ne veulent pas perdre la face... ni leur avancement ! Qu'à cela ne tienne : un piège grossier, des menaces, quelques

moutons feront avouer l'inculpée en prison depuis plus de quatre années. Le docteur Ceillier, psychiatre, viendra à la barre stigmatiser le procédé :

« Il n'est pas possible que Marie Besnard ait été hypnotisée. Mais qu'elle ait subi des influences en prison, c'est certain. Tout le monde dans ce cas aurait été influencé ! Si vous voulez savoir tout ce que je pense de « moutons », je vous dirai que c'est affreux ».

Pierre DUPAS.
(Suite page 2, col. 2.)



Abonnez-vous !

1 an : 1.000 fr. — 6 mois : 500 fr.
C.G.P. R. JOULIN, PARIS 5561.76

La Fédération Communiste Libertaire expose son programme à Rouen

Le 12 mars, la « Libre Pensée », organisait à Rouen, une réunion sur le thème « L'Eglise, obstacle au progrès ».

Après l'exposé de Las Vargas, notre camarade Quillaud demanda la parole. Après avoir précisé qu'il n'apportait pas la contradiction sur le fond du sujet traité, il dénonça le silence de la « Libre Pensée » à l'égard de cette religion moderne, « le patriotisme » ; ceci au grand effarement des cléricaux venus soutenir un curé contradictoire.

Il critiqua également l'impuissance de la « Libre Pensée » qui, bornant son action à l'anticléricalisme, se compromet avec les bourgeois et politiciens plus ou moins pourris de la « Franc-Maçonnerie », tous fidèles soutiens du capitalisme.

Notre camarade termina en précisant la position de la F.C.L. Loin de se confiner dans un anticléricalisme stérile, la F.C.L. lutte pour la transformation sociale ; et si dans son action révolutionnaire elle est amenée à s'attaquer à l'Eglise et aux religions, c'est parce qu'elle trouve toujours celles-ci du côté de la réaction et du pouvoir, c'est-à-dire du côté des ennemis des travailleurs.

Las Vargas évita de répondre aux questions posées par notre camarade, concernant le patriotisme et la « Franc-Maçonnerie ». Il lui reprocha d'avoir fait plus l'exposé d'un programme qu'une contradiction.

Il ne pouvait en être autrement, car le programme c'est précisément ce qui manque à la « Libre Pensée ».

Le 17 mars, au cours d'une réunion, à Rouen également, notre camarade porta la contradiction à Claude Bourdet, sur la constitution d'une nouvelle gauche.

Délaissant les arguments antistatistes de « Paix et Liberté », employé par un premier contradicteur, Quillaud fit une intervention qui fut écoutée avec intérêt, voire avec sympathie.

Après avoir exprimé son accord avec les critiques de Bourdet, sur la politique actuelle, l'orateur de la F.C.L.

Le gala F.C.L. de la 2^e Région

Le vendredi 26 mars, le Gala de printemps de la 2^e Région de la F.C.L. s'est déroulé au Palais de la Mutualité.

Comme à l'habitude il y eut un programme chargé.

Avant d'ouvrir eu le temps de s'impatienter, voici la Chorale des Auberges de la Jeunesse qui va toujours s'améliorant.

Puis Robert Rocca, avec sa verve habituelle, sa poésie souleva l'enthousiasme de la salle.

Avec Montilla, Charo Morales et Lety del Segura l'Espagne fut bien représentée, et, successivement, nous eûmes le plaisir de goûter ses chants, danses et poèmes espagnols, magnifiquement interprétés par ces trois vedettes.

Les indisciplinables Frères Demarny firent rire la salle aux éclats par leurs jeux de scènes parfaitement mis au point et leurs chants admirablement choisis.

Les Sœurs Solers, toujours aussi exquises, par leurs voix et leurs charmes.

Marcel Gilles, qui en est à ses débuts, n'en est pas moins une excellente chanteuse qui promet beaucoup. Et qui nous l'espérons reviendra nous voir.

Lillette et Philibert, les enfants terribles, amusèrent également l'auditoire, apportant une note fraîche, une note printanière, un souffle de jeunesse.

Picotelette remarquable par sa personnalité, Picotelette qui sait vivre, ce qu'elle chante, vivement appréciée par une salle qui ne voulait plus se séparer d'elle.

La charmante et sympathique Souris, très applaudie pour ses fantaisies de bon goût.

Quelques « bien bonnes » nous furent racontées par l'inénarrable Yves Deniaud, qui fit pleurer la salle de rire, plus en forme que jamais devant un public qu'il aime bien.

A Yves Deniaud succéda Charles Bernard, avec sa nonchalance habituelle il débita ses histoires, toujours très goûtées.

Ce fut Charles Bernard qui clôtura ce Gala.

A l'entracte, Daniel Guérin et Yves Gibeau se tenaient prêts à subir l'assaut de la foule. Etc... ce fut un assaut, ils signèrent leurs œuvres sans discontinuer. Ils furent bientôt entourés de toutes parts, chacun se pressait pour avoir son livre. La reprise fut annoncée et les écrivains purent souffler.

Je n'aurais pas pu faire plus en un quart d'heure, nous dit Yves Gibeau.

Merci à tous, chanteurs, poètes, danseurs, chansonniers, écrivains, merci d'être venus à notre Gala nous divertir un moment. Merci de votre talent.

Rémy Clary, absent, était malade, nous espérons qu'il est maintenant rétabli, sinon nous lui souhaitons une prompt guérison.

N'oublions pas l'infatigable Salvada au piano d'accompagnement.

Merci à tous etc... à la prochaine.

JITRO.

souligna tout ce qu'ont d'insuffisant les remèdes proposés.

« Ce n'est pas, dit-il, en se rassemblant sur la notion vague de progrès social, que l'on peut changer les structures du régime. Le problème qui se pose est celui de la Révolution. »

Au programme exposé par Bourdet, il opposa celui de la Fédération Communiste Libertaire. Il dénonça l'illusion des conférences internationales pour amener la paix. Seule l'action ouvrière contre les armements et la propagande chauvine peut assurer un répit qui permettra aux peuples de créer les conditions de la paix par les transformations révolutionnaires.

Seule cette action peut également mettre un terme à la guerre d'Indochine en imposant le retrait du corps expéditionnaire.

Nous sommes d'accord avec les buts

exposés par Bourdet, une Europe des Peuples, et un socialisme authentique.

Mais la solution n'est pas dans un mode de scrutin plus juste, ni dans un changement de majorité parlementaire. La solution est dans une action révolutionnaire dont ne parle pas Bourdet.

Et notre espoir n'est pas dans des rassemblements politiques que nous jugeons illusoire, mais dans la volonté d'unité des travailleurs, volonté qui se traduira par l'action directe, qui seule peut payer.

En résumé, les interventions de notre camarade au cours des deux réunions, firent une excellente impression. Loin de se borner à des critiques stériles, il apportait des solutions réalistes qui prouvent la maturité révolutionnaire de la Fédération Communiste Libertaire.

A. FLAMENT.

MARIE BESNARD

(Suite de la première page)

et épouvantable. Je trouve scandaleuse cette manœuvre et scandaleux qu'il y ait des gens pour l'avoir commandée !

Dans l'affaire Deshayes, autre erreur judiciaire ; l'enquête est menée d'une façon sommaire et à la suite d'un interrogatoire « un peu brutal » (il sera fait état devant le tribunal de « torsions de pieds » et « coup de pouce »), le prévenu avoue. Cinq ans après, les véritables auteurs du meurtre sont découverts par hasard. La justice répugnant à faire son autocritique, on essaiera encore de compromettre Deshayes pour compliquer, on fera traîner l'instance en réhabilitation...

Dans ces deux affaires, il fallait poursuivre le procès, trouver des preuves coûte que coûte pour ne pas déconsidérer la justice ni surtout les magistrats.

La justice, malgré son cérémonial impressionnant, ses robes et ses perruques, démasque son véritable aspect d'ignoble comédie. La justice fait bon marché des souffrances humaines (4 années de prison préventive pour un présumé coupable et la liberté provisoire, moyennant 1.200.000 fr. de caution, pour un présumé innocent !).

La justice ne peut être comprise que par rapport à la lutte de classe. La justice doit être considérée comme un réflexe inévitable d'autoprotection de la classe dirigeante pour la conservation de ses privilèges.

Il est normal qu'au nom de la justice la classe bourgeoise édicte des lois « injustes », oppressives ou répressives, tendant à la protéger contre les aspirations à une vie meilleure de la classe prolétarienne. Si la bourgeoisie n'agissait pas ainsi, elle disparaîtrait rapidement.

Il est normal qu'au cours de la révolution, la classe prolétarienne prenne des mesures indispensables de nettoyage à l'égard de tout élément réactionnaire susceptible de mettre en danger l'avenir de la révolution. Ces mesures, les révolutionnaires les prendront peut-être à contre-cœur, mais lorsque nous détruisons un insecte nuisible, par exemple une puce, devons-nous nous poser le problème de sa responsabilité morale ?

C'est un raisonnement aussi stupide qu'utilisèrent les philosophes bourgeois, et même des penseurs soi-disant progressistes, dont certains ont l'outrecuidance de se prétendre anarchistes, lorsqu'ils tentent de donner à la justice une assise morale ! L'escroquerie est de même envier que la religion ! Son but est le même : égarer, paralyser les travailleurs par des scrupules sans objet.

Tout véritable humanisme, et partant toute justice est utopique tant que l'inégalité sociale subsiste.

Si les travailleurs savent exploiter cette dégénérescence de la bourgeoisie,

alors ils instaureront une société telle qu'il n'y aura plus à rendre la justice puisque tous les rapports humains seront basés sur la justice économique, et alors, peut-être, l'homme se transformera au point que la criminalité devenue sans objet (puisque la plupart des besoins pourront être satisfaits) disparaîtra.

Ce petit scandale permettra de prouver, à bon compte, que la « démocratie » existe encore en France. Il est cependant des scandales policiers, bien plus graves que ne verront jamais le jour ni devant les tribunaux, ni dans la presse ; nous voulons parler des traitements réservés aux prisonniers politiques, notamment aux colonies. M. Robert Schuman l'avoue à propos du Maroc. On parle de camps de concentration de réfugiés espagnols aux environs de Calvi. On dit que notre police n'aurait rien à envier à la Gestapo... Condamnera-t-on la justice ? Oui, à la révolution !

La justice, malgré son cérémonial impressionnant, ses robes et ses perruques, démasque son véritable aspect d'ignoble comédie. La justice fait bon marché des souffrances humaines (4 années de prison préventive pour un présumé coupable et la liberté provisoire, moyennant 1.200.000 fr. de caution, pour un présumé innocent !).

La justice ne peut être comprise que par rapport à la lutte de classe. La justice doit être considérée comme un réflexe inévitable d'autoprotection de la classe dirigeante pour la conservation de ses privilèges.

Il est normal qu'au nom de la justice la classe bourgeoise édicte des lois « injustes », oppressives ou répressives, tendant à la protéger contre les aspirations à une vie meilleure de la classe prolétarienne. Si la bourgeoisie n'agissait pas ainsi, elle disparaîtrait rapidement.

Il est normal qu'au cours de la révolution, la classe prolétarienne prenne des mesures indispensables de nettoyage à l'égard de tout élément réactionnaire susceptible de mettre en danger l'avenir de la révolution. Ces mesures, les révolutionnaires les prendront peut-être à contre-cœur, mais lorsque nous détruisons un insecte nuisible, par exemple une puce, devons-nous nous poser le problème de sa responsabilité morale ?

C'est un raisonnement aussi stupide qu'utilisèrent les philosophes bourgeois, et même des penseurs soi-disant progressistes, dont certains ont l'outrecuidance de se prétendre anarchistes, lorsqu'ils tentent de donner à la justice une assise morale ! L'escroquerie est de même envier que la religion ! Son but est le même : égarer, paralyser les travailleurs par des scrupules sans objet.

Tout véritable humanisme, et partant toute justice est utopique tant que l'inégalité sociale subsiste.

Si les travailleurs savent exploiter cette dégénérescence de la bourgeoisie,

alors ils instaureront une société telle qu'il n'y aura plus à rendre la justice puisque tous les rapports humains seront basés sur la justice économique, et alors, peut-être, l'homme se transformera au point que la criminalité devenue sans objet (puisque la plupart des besoins pourront être satisfaits) disparaîtra.

Ce petit scandale permettra de prouver, à bon compte, que la « démocratie » existe encore en France. Il est cependant des scandales policiers, bien plus graves que ne verront jamais le jour ni devant les tribunaux, ni dans la presse ; nous voulons parler des traitements réservés aux prisonniers politiques, notamment aux colonies. M. Robert Schuman l'avoue à propos du Maroc. On parle de camps de concentration de réfugiés espagnols aux environs de Calvi. On dit que notre police n'aurait rien à envier à la Gestapo... Condamnera-t-on la justice ? Oui, à la révolution !

La justice, malgré son cérémonial impressionnant, ses robes et ses perruques, démasque son véritable aspect d'ignoble comédie. La justice fait bon marché des souffrances humaines (4 années de prison préventive pour un présumé coupable et la liberté provisoire, moyennant 1.200.000 fr. de caution, pour un présumé innocent !).

La justice ne peut être comprise que par rapport à la lutte de classe. La justice doit être considérée comme un réflexe inévitable d'autoprotection de la classe dirigeante pour la conservation de ses privilèges.

Il est normal qu'au nom de la justice la classe bourgeoise édicte des lois « injustes », oppressives ou répressives, tendant à la protéger contre les aspirations à une vie meilleure de la classe prolétarienne. Si la bourgeoisie n'agissait pas ainsi, elle disparaîtrait rapidement.

Il est normal qu'au cours de la révolution, la classe prolétarienne prenne des mesures indispensables de nettoyage à l'égard de tout élément réactionnaire susceptible de mettre en danger l'avenir de la révolution. Ces mesures, les révolutionnaires les prendront peut-être à contre-cœur, mais lorsque nous détruisons un insecte nuisible, par exemple une puce, devons-nous nous poser le problème de sa responsabilité morale ?

C'est un raisonnement aussi stupide qu'utilisèrent les philosophes bourgeois, et même des penseurs soi-disant progressistes, dont certains ont l'outrecuidance de se prétendre anarchistes, lorsqu'ils tentent de donner à la justice une assise morale ! L'escroquerie est de même envier que la religion ! Son but est le même : égarer, paralyser les travailleurs par des scrupules sans objet.

Tout véritable humanisme, et partant toute justice est utopique tant que l'inégalité sociale subsiste.

Si les travailleurs savent exploiter cette dégénérescence de la bourgeoisie,

alors ils instaureront une société telle qu'il n'y aura plus à rendre la justice puisque tous les rapports humains seront basés sur la justice économique, et alors, peut-être, l'homme se transformera au point que la criminalité devenue sans objet (puisque la plupart des besoins pourront être satisfaits) disparaîtra.

Ce petit scandale permettra de prouver, à bon compte, que la « démocratie » existe encore en France. Il est cependant des scandales policiers, bien plus graves que ne verront jamais le jour ni devant les tribunaux, ni dans la presse ; nous voulons parler des traitements réservés aux prisonniers politiques, notamment aux colonies. M. Robert Schuman l'avoue à propos du Maroc. On parle de camps de concentration de réfugiés espagnols aux environs de Calvi. On dit que notre police n'aurait rien à envier à la Gestapo... Condamnera-t-on la justice ? Oui, à la révolution !

La justice, malgré son cérémonial impressionnant, ses robes et ses perruques, démasque son véritable aspect d'ignoble comédie. La justice fait bon marché des souffrances humaines (4 années de prison préventive pour un présumé coupable et la liberté provisoire, moyennant 1.200.000 fr. de caution, pour un présumé innocent !).

La justice ne peut être comprise que par rapport à la lutte de classe. La justice doit être considérée comme un réflexe inévitable d'autoprotection de la classe dirigeante pour la conservation de ses privilèges.

Il est normal qu'au nom de la justice la classe bourgeoise édicte des lois « injustes », oppressives ou répressives, tendant à la protéger contre les aspirations à une vie meilleure de la classe prolétarienne. Si la bourgeoisie n'agissait pas ainsi, elle disparaîtrait rapidement.

Il est normal qu'au cours de la révolution, la classe prolétarienne prenne des mesures indispensables de nettoyage à l'égard de tout élément réactionnaire susceptible de mettre en danger l'avenir de la révolution. Ces mesures, les révolutionnaires les prendront peut-être à contre-cœur, mais lorsque nous détruisons un insecte nuisible, par exemple une puce, devons-nous nous poser le problème de sa responsabilité morale ?

C'est un raisonnement aussi stupide qu'utilisèrent les philosophes bourgeois, et même des penseurs soi-disant progressistes, dont certains ont l'outrecuidance de se prétendre anarchistes, lorsqu'ils tentent de donner à la justice une assise morale ! L'escroquerie est de même envier que la religion ! Son but est le même : égarer, paralyser les travailleurs par des scrupules sans objet.

Tout véritable humanisme, et partant toute justice est utopique tant que l'inégalité sociale subsiste.

Si les travailleurs savent exploiter cette dégénérescence de la bourgeoisie,

alors ils instaureront une société telle qu'il n'y aura plus à rendre la justice puisque tous les rapports humains seront basés sur la justice économique, et alors, peut-être, l'homme se transformera au point que la criminalité devenue sans objet (puisque la plupart des besoins pourront être satisfaits) disparaîtra.

Ce petit scandale permettra de prouver, à bon compte, que la « démocratie » existe encore en France. Il est cependant des scandales policiers, bien plus graves que ne verront jamais le jour ni devant les tribunaux, ni dans la presse ; nous voulons parler des traitements réservés aux prisonniers politiques, notamment aux colonies. M. Robert Schuman l'avoue à propos du Maroc. On parle de camps de concentration de réfugiés espagnols aux environs de Calvi. On dit que notre police n'aurait rien à envier à la Gestapo... Condamnera-t-on la justice ? Oui, à la révolution !

La justice, malgré son cérémonial impressionnant, ses robes et ses perruques, démasque son véritable aspect d'ignoble comédie. La justice fait bon marché des souffrances humaines (4 années de prison préventive pour un présumé coupable et la liberté provisoire, moyennant 1.200.000 fr. de caution, pour un présumé innocent !).

La justice ne peut être comprise que par rapport à la lutte de classe. La justice doit être considérée comme un réflexe inévitable d'autoprotection de la classe dirigeante pour la conservation de ses privilèges.

Il est normal qu'au nom de la justice la classe bourgeoise édicte des lois « injustes », oppressives ou répressives, tendant à la protéger contre les aspirations à une vie meilleure de la classe prolétarienne. Si la bourgeoisie n'agissait pas ainsi, elle disparaîtrait rapidement.

Il est normal qu'au cours de la révolution, la classe prolétarienne prenne des mesures indispensables de nettoyage à l'égard de tout élément réactionnaire susceptible de mettre en danger l'avenir de la révolution. Ces mesures, les révolutionnaires les prendront peut-être à contre-cœur, mais lorsque nous détruisons un insecte nuisible, par exemple une puce, devons-nous nous poser le problème de sa responsabilité morale ?

Pas de fascistes au Quartier Latin!

Les voyous fascistes, ces résidus que la société dégueule de temps en temps, ont pris la mauvaise habitude de molester les vendeurs de journaux du quartier.

A l'appel lancé par le C.R.E.R. (Comité de Rassemblement des Etudiants Révolutionnaires) l'U.P., les J.R., les étudiants S.F.I.O., une vente de masse avait été projetée avec distribution de tracts, à la sortie des cours de la Sorbonne et de la Faculté de Droit.

La plus large union était représentée. On y voyait des vendeurs du « Libertaire », de la « Vérité », de « Front Etudiant (C.R.E.R.) », de « Lutte » et de « Témoignage Chrétien », ainsi que deux militants communistes, qui vendaient leur journal « Clarté ».

C'est devant la Faculté de Droit qu'eurent lieu les premiers contacts.

Avec un voyou qui au cri de « Vive le Fascisme ! » venait nous provoquer.

Ils furent reçus comme il convenait, et quelques secondes plus tard, ils allèrent cracher leurs dents dans le ruisseau d'en face, en se tenant les côtes.

Au cri de « Des canons pour l'Indochine ! » et fusillez Henri Martin ! » ces ordures nous chargèrent dans le dos, alors que nous étions en marche vers la dislocation. Là aussi, ils furent magnifiquement rossés : au cri de « Le Fascisme ne passera pas ! », « Pas de fascistes dans le quartier ! ».

Pas certains d'obtenir la victoire, ces bourgeois firent appel aux flics, qui par hasard, ne se trompaient pas de groupes pour disloquer.

Que ces jeunes dévoyés se disent bien que nous ne leur avons servi qu'un hors-d'œuvre, le plat de résistance viendra.

LE FASCISME NE PASSERA PAS ! LES ETUDIANTS F.C.L.

P. S. — Au sujet du compte rendu des provocations fascistes du Quartier Latin, paru dans le dernier « LIB ».

Les Jeunes Nazis ont cru de bon goût de nous envoyer une lettre, en nous précisant que leur « organisation » avait changé de nom et se nomme maintenant J.I.P. Jeunesse Indépendante Patriotique.

Nous, on ne voit pas de différence. L'ordure a changé de poubelle, c'est tout.

Pour que le « Lib » vive

Souscriptions spéciales

Avril	Pour le local
A. Charrier Fr. 1.000	François Manuel Fr. 2.500
Bardot 500	Maurice Fabri 3.000
Dubois 500	Marchal 1.000
Jeanne C. 1.000	Jean Saquet 1.500
Marcel Pont 500	H. Boutin 1.000
J. Tranier 500	R. Chanud 500
Labbe 500	Simon V. 2.000
Henri Favier 500	Philippe 2.000
Tolava 500	Tanforti 500
M. Robert 1.000	Joulin 1.000
Jean Chamvres 2.000	Fenicia 1.000
François Manuel 500	Caron R. 500
G. H. 500	Rochery 2.000
	Laulla 1.000
	Blanchot 1.000
	Fontenis 2.000
	G. H. 500

Camarades, cette liste est déjà un espoir. Mais comme nous l'avons exposé dans notre dernier numéro, il nous faut 50 souscripteurs réguliers à 1.000 fr. ou 100 à 500 fr. par mois pour le Libertaire. Nous espérons tous que pour la fin du mois d'avril, la liste sera suffisante pour apporter les 50.000 fr. mensuels nécessaires. Les souscriptions collectives (par groupe par exemple) sont naturellement les bienvenues.

En avant !

Chronique antireligieuse

Le silence est d'or

Cette maxime fut si bien appliquée par la coalition papiste-capitaliste qu'il nous fut impossible d'apprendre avant ce jour un fait divers extrêmement remarquable tant en soi que par ses conséquences.

Il y a en effet plusieurs semaines déjà que le curé de Kruth, village situé au fond de la vallée de Thann, a été arrêté pour « pratiques antinaturelles exercées depuis des années sur ses enfants de chœur ».

C'est là un exemple parmi d'autres qui nous montre que la religion n'est même pas un opium assez fort pour supprimer ou du moins sublimer les

forces naturelles d'un homme, mais qu'elle est tout au plus un poison capable de faire subir à ces impulsions normales de regrettables déviations. Ainsi la chasteté obligatoire imposée par l'Eglise catholique à ses prêtres est une institution non seulement périmée mais encore profondément vicieuse et dangereuse : est-il crime plus exécrable que celui de jeter le trouble dans l'activité enfantine ?

Mais cela n'est pas tout ! Nous avons dit plus haut qu'un silence sacré fut gardé à ce sujet par cet organe d'information publique que la presse locale. Plus catholique que le pape le « Nouveau Rhin Français » ne souffla mot de toute l'histoire, « L'Alsace », ce journal aux prétentions de neutralité qui en réalité ne fait qu'exprimer l'opinion intercapitaliste, resta tout aussi muette. Bien plus ! le « Républicain du Haut-Rhin », quotidien socialiste, bien que anticlérical, ne donna du tout qu'un mince entrefilet. Et pour cause : nous apprenons de source très sûre que les autorités ecclésiastiques mulhousiennes ont envoyé une délégation à M. Gander, maire de la ville et directeur du « Républicain », afin d'arriver, par quelque pacte, à la faire taire ou presque... A quel prix ?

Toutes ces manigances bourgeoises se passent de commentaires et nous laissent entrevoir à quel point la société actuelle est dominée par l'hypocrisie

ULYSSE.

Gai! marions-nous!

UN grand bonheur est arrivé à 40.000 ouvriers, dont je suis. Car un grave problème nous rongearait et semait en nous l'incertitude, le doute, le désespoir. Mais c'est fini. Quel plaisir de voir l'œil désormais clair et confiant de mes camarades ! Désormais notre mort est assurée, quel repos. La maison Citroën a bien su comprendre que la vie des ouvriers n'avait pas d'importance ; la mort : voilà l'important. Elle nous a donc assurés et rassurés. Le bénéficiaire de l'assurance-décès désigné par un célibataire touchera 50.000 fr. au décès dudit célibataire. Le conjoint légal (homme ou femme) touchera 200.000 francs auxquels s'ajouteront 100.000 fr. pour chaque rejeton que le conjoint et la conjointe auront mis au monde. La famille est une belle chose, je le savais bien, mais voilà une confirmation qui fait plaisir, comme dirait l'autre : TRAVAIL, FAMILLE, PARTIR.

J'ai toujours eu honte d'être célibataire, mais voilà : je suis indécis de nature. Cent fois j'ai voulu mettre fin au honteux triumvirat qui règne sur moi : Luce, Pierrette et Hélène. J'ai tout essayé : le raisonnement froid et objectif, le raisonnement chaud et subjectif, l'étude sérieuse et approfondie de l'anatomie comparée : rien à faire, je ne sais pas laquelle épouser. Mais cette fois-ci je suis décidé, irrémédiablement. Ce sera la solution héroïque : je ferai ça à pile ou face. Il me faut une conjointe légale, cette situation pas sérieuse ne pouvait qu'être provisoire : affaire de jeunesse. La jeunesse aussi est chose provisoire et pas sérieuse. La vie aussi est provisoire, donc pas sérieuse. Seule la mort est définitive et sérieuse : vive la mort ! Donc, sans tarder, je conjoindrai l'heureuse élue devant M. le Maire. D'ordinaire j'aime mieux faire ça dans l'intimité, mais j'accomplirai mon devoir sans défaillance ; oui, mon devoir : le célibataire, voilà l'ennemi.

Une chose aussi me tient très à cœur. Voilà. Mes parents vivent fastueusement avec la retraite des vieux travailleurs que touche mon père. Ils ont pris des habitudes bourgeoises, et les habitudes à cet âge-là c'est intouchable. Il leur semble tout naturel de rouler sur l'or. Alors si un jour la mort me prenait dans la fleur de l'âge (et célibataire), voyez le drame : il leur faudrait sacrifier, ce mois-là, l'une de leurs chères habitudes pour payer mon enterrement. Le coup serait très dur. Par bonheur, grâce aux 50.000 fr. Citroën ce cauchemar n'est plus qu'une vaine imagination : j'aurai un enterrement décent, avec toute la pompe qu'il faut, et sans chambouler le budget de mes chers parents.

Pour finir, je veux répondre à deux réflexions écoeuvantes que j'ai entendues par des ouvriers. L'un a dit : « Un type avec une rombière et deux moutets :

400 billets. Moi avec mes deux vieux et ma grand-voyelle : 50 billets. Et encore la rombière elle peut bosser et elle touche les allocations ».

L'autre a dit : « C'est pas tant la question argent. C'est le principe. Les soi-disant avantages sociaux c'est toujours une atteinte à la liberté et à la dignité des ouvriers. Un jour ils te retiennent trois ou quatre cent millions sur l'argent des ouvriers et c'est le distributeur comme ça leur chante, sans nous consulter. Un autre jour ils font des cités ouvrières avec cet argent-là et tu vas dans leur cité comme dans une souricière. Une fois dedans tu ne peux plus être méchant. Si tu es méchant, tu iras coucher sous les ponts ». Eh bien c'est honteux des réflexions comme ça. C'est la jalousie qui les fait parler. Le deuxième aussi c'est la jalousie, mais il est plus hypocrite. Eh bien, moi, je leur dis que quand des patrons font un geste comme ça, il faudrait au moins essayer d'être reconnaissants. Parce que c'est un beau geste. Personne ne les obligeait à le faire ? Non ? Alors ? C'est bien de l'argent qu'ils sortent de leur poche ? Alors ? Heureusement qu'il n'y a pas beaucoup d'ouvriers comme ces deux-là. Heureusement qu'il y a encore beaucoup d'ouvriers qui ont de la morale.

FRERE MACHABEE.

NASSER-NEGUIB

(Suite de la première page)

sons parfaitement la suite. Si Nasser réussit, la bourgeoisie dont il représente les intérêts, en établissant son exploitation, appaîtra dans peu de temps comme l'ennemi de classe du prolétariat égyptien. La véritable lutte de classe pourra alors être vue clairement et la préparation de la révolution proprement dite pourra commencer.

L'indépendance des peuples coloniaux est donc un des stades par lequel passe nécessairement la préparation de la révolution sociale. Au contraire l'oppression d'un autre impérialisme, crée les conditions du front uni classe avec classe contre l'occupant, front uni éminemment contre-révolutionnaire.

Par conséquent, la F.C.L. soutient les travailleurs dans leur lutte pour l'indépendance nationale, car cette indépendance nationale est un échelon indispensable dans l'acheminement progressif du prolétariat vers la révolution sociale.

NOS MEETINGS

FRONT POPULAIRE OU FRONT OUVRIER ?

Orateur :

Georges FONTENIS

Les crimes du colonialisme

POINT DE VUE SUR LA QUESTION MAROCAINE (III)

Juin vient sauver les aigrefins

Ce fut dans ces conditions que le général Juin allait être appelé aux fonctions de résident général de France au Maroc, porté au proconsulat par le conseil des ministres, expression unanime du préjugé favorable de la colonisation.

Il était, en effet, « the right man in the right place », on ne peut plus digne de cette confiance sans réserves car il avait de qui tenir. Natif de l'Algérie voisine, ancien collaborateur direct de Lyautey et de son successeur indirect Nogues, ex-bras droit de Pétain pour ses hautes et basses œuvres en Afrique du Nord, puis rallié par un opportunisme intelligent aux nouveaux maîtres d'outre-Atlantique, il était, comme on le voit, fort expert en matière de collaboration et s'annonçait comme un mentor particulièrement qualifié pour mettre à la raison le souverain récalcitrant.

Dès son arrivée au Maroc il le fait bien comprendre et va se comporter en véritable Maître du Palais. Du différend ainsi ouvert entre la France et son protectorat africain, il va faire en quelque sorte une affaire personnelle. Ce sera une question à régler entre lui et l'impudent monarque.

Ce dernier n'aura plus l'occasion de prononcer des diatribes désagréables et défavorables pour la puissance protectrice car il est désormais cloîtré étroitement dans son palais. Ses enfants, le prince Moulay Hassan et la princesse Lalla Aïcha, qui se signalaient par des discours exaltant les bienfaits de l'instruction et de la formation modernes à l'occasion de l'inauguration d'écoles ouvertes grâce à la générosité de mécènes marocains, sont invités à se tenir tranquilles. Des notables délégués à la

session indigène du Conseil du Gouvernement osent-ils s'élever publiquement contre les procédés et méthodes du protectorat? Non seulement ils sont expulsés sur le champ et voués à la vindicte de tous mais ils se verront, par la suite, menacés dans leurs intérêts, sinon leur sécurité.

Tout cela, bien entendu, sous le régime de l'état de siège établi en permanence pour les naturels du pays.

Cette attitude de menace et de coercition ne réussit cependant pas à amener le souverain à composition. Au contraire, on serait tenté de croire qu'elle le stimula dans son opposition et cette résolution va s'affirmer lorsqu'il s'agira pour notre Résident général de faire entériner de soi-disant « réformes démocratiques » qu'il eût voulu imposer comme véritables « diktats » dans le but patent et avoué de sauvegarder les « intérêts légitimes de la colonisation » alors que le sultan eût préféré le voir discuter sur un pied d'égalité avec des représentants de son peuple dans le but non moins honorable et méritoire de défendre ses intérêts.

Un tel entêtement devait entraîner comme conséquence un blocage *sine die* de l'application des mesures envisagées car, pour acquiescer force d'exécution, tous les actes de notre Résident doivent être contresignés par le maître officiel du pays et revêtus de son cachet particulier. Or, le sultan fit ce que l'on a appelé la grève du sceau en refusant de l'apposer sur les actes en litige et, ce faisant, des les avaliser.

Cette attitude obstinée de non-collaboration allait entraîner une riposte bien simple.

Juin contre le Sultan

Soit, le sultan refuse de s'amender. Qu'à cela ne tienne et tant pis pour lui. Nous allons voir à nous débarrasser de son encombrante personnalité.

L'idéal serait de le détrôner et de le remplacer par un « khalife » docile ambitieux et prestigieux qui, pour arriver à ses fins serait bien décidé, en retour, à ne pas chicaner sur de prétendus droits de souveraineté.

C'est à susciter ce rival opportun que l'on va désormais s'appliquer.

A cet égard, la connaissance, même sommaire, de l'histoire et de la géographie du Maroc va se révéler d'un grand secours.

Ce pays, comme toute entité nationale est constitué par des plaines et des montagnes. De vastes étendues mornes et plates apparemment stériles mais riches en céréales et en troupeaux y alternent avec de hautes montagnes non moins dénudées et incultes.

Les plaines avec leurs villes importantes sont occupées par les Arabes musulmans venus en conquérants de l'Orient après la proclamation de l'Islam par Mahomet tandis que les montagnes constituent le fief, on pourrait dire le repaire, des berbères autochtones qui, s'ils adoptèrent leurs croyances religieuses, ne se soumettent jamais entièrement au régime théocratique imposé par les vainqueurs. Réfugiés ou refoulés dans leurs montagnes aussi inaccessibles qu'improductives, ils en descendaient fréquemment pour se livrer à des razzias fructueuses au détriment des habitants des plaines. L'autorité du sultan sur eux s'exerçait de façon toute sporadique à l'occasion d'expéditions

répressives ou menées en vue du recouvrement des impôts.

Cette division du Maroc en « bled Mahzen », c'est-à-dire portion du territoire peuplée par des Arabes ou des Berbères loyalistes reconnaissant l'autorité du sultan et « bled siba », c'est-à-dire zones peuplées par des Berbères réfractaires en perpétuelle dissidence du pouvoir central fut celle que nous trouvâmes lors de notre occupation. Il est bon toutefois de reconnaître que notre entreprise de conquête totale ne devait pas rencontrer davantage de sympathies chez les uns comme chez les autres. Si nos adversaires essentiels furent les Arabes car ils constituaient seuls un empire organisé ayant l'audience des gouvernements étrangers, notre main-mise sur les régions berbères ne devait pas être accueillie avec plus de reconnaissance par leurs farouches habitants.

La Commune de Cronstadt

N° 2 DU 4 MARS

Le Comité Révolutionnaire Provisoire tient à démentir les bruits suivant lesquels les communistes arrêtés subiraient des violences. Les communistes arrêtés sont en complète sécurité.

UN APPEL DU BUREAU PROVISOIRE DE LA SECTION DE CRONSTADT DU PARTI COMMUNISTE.

« N'accordez aucun crédit aux faux bruits qui affirment que des communistes responsables ont été fusillés et

Nous reprenons aujourd'hui la publication de notre étude sur le Maroc. Nous avons eu l'occasion entre temps de lire d'autres « témoignages » sur la même question.

Incontestablement et de l'avis de nombreux lecteurs, le « Libéraire » se trouve une fois de plus à l'avant-garde.

La position actuelle du capitalisme français au Maroc est insoutenable et c'est en étudiant les faits passés, les basses combines, les marchandages qu'on arrive à bien comprendre cette position.

Le peuple de France se laissera-t-il entraîner dans un nouveau conflit, dans une deuxième guerre d'Indochine en Afrique du Nord? Ou apportera-t-il son appui aux peuples africains opprimés? Voici la question qu'il faut poser.

Nous avons le devoir d'informer l'opinion publique pour que l'impérialisme français ne se lance pas dans une nouvelle aventure meurtrière et pour que les peuples opprimés retrouvent leur liberté.

M. M.

A part le soutien apporté par le pacha berbère de Marrakech (frère de l'actuel) dès la conquête de sa ville par le colonel Mangin sur le prétendant El Hiba, on peut affirmer que la soumission du pays chleuh fut marquée par les épisodes les plus sanglants de notre entreprise de domination dans cette région du Maroc. Cette réminiscence de la liberté

opposant autrefois les deux grandes familles de la population marocaine, toujours sommeillante quoique bien atténuée depuis notre prise de possession allait nous fournir la clé pour le dénouement de toutes nos difficultés avec la cour de Rabat. Et cette solution était simple, enfantine : comme pour l'œuf de Colomb, il fallait seulement y penser.

Diviser pour régner

Il s'agissait tout bonnement d'en revenir à la sage formule héritée de nos ancêtres romains, nos maîtres en colonisation et prédécesseurs en ces lieux : « Diviser pour régner ». En l'occurrence, jouant du perpétuel antagonisme des races il s'agissait de ressusciter pour l'utiliser à nos fins la vieille haine du « bled siba » pour le « bled Mahzen » ou, plus simplement, de s'appuyer sur les Berbères pour faire échec aux Arabes et à leur chef intraitable.

Quand je vous affirmais que la solution était enfantine...

Les tribus berbères vont donc constituer notre masse de manœuvre. Seulement, il leur faut un chef, un prétendant qui puisse jouer le rôle d'épouvantail vis-à-vis de notre adversaire.

La réponse nous viendra lumineuse de Marrakech-la-Rouge, la grande ville du sud inondée de soleil et en la personne de son pacha Sid Hadj Thami El Glaoui, grand féodal local héréditaire et rival aussi prestigieux qu'ambitieux de la dynastie alouite qu'il rêve de supplanter. Ce grand

seigneur précisément est Berbère et réunit toutes conditions souhaitables d'arrivisme et de manque de scrupules jugés nécessaires pour en faire le chef, sous notre haute égide, d'une faction d'une cabale, destinée à faire pression sur le sultan pour l'amener à composition et, si besoin est, pour nous débarrasser de sa gênante personne et de la camarilla nationaliste hostile à nos desseins. Il jouera, en somme, le rôle très controversé dans notre histoire, d'un Charles Le Téméraire moderne, prenant la tête des féodaux et aventuriers de tout acabit soulevés dans une commune opposition d'intérêts et d'appétits, de rancune et d'ambition, contre leur roi et suzerain. Pour nous, il sera comme le béliard dont on se servait jadis pour battre et enfoncer les portes de la forteresse adverse.

On va assister dès lors au spectacle peu banal et peu reluisant donné par notre Résident général se faisant le chaperon du prétendant qu'il compte opposer au souverain légitime dont il doit assurer précisément la protection et le promenant par monts et par vaux afin de le présenter et de l'imposer aux tribus berbères.

La stratégie Juin : le Glaoui

Ces intrigues, pourtant sans équivoque, ne semblent toutefois pas émouvoir outre mesure le souverain.

Alors, on passera à des exercices plus spectaculaires. De la menace à peine voilée on en viendra aux actes.

Ce sera la marche organisée d'éléments armés des tribus de la montagne sur Fez, la grande ville impériale du nord, forteresse de la culture arabe avec son Université Karaouyne berceau et pépinière du na-

tionalisme le plus intransigeant. Cette démonstration guerrière a pour but de faire pression sur les ulémas et les riches bourgeois de la cité dont on connaît le poids et la valeur de l'attachement au trône et, par conséquent, de l'opposition à nos volontés. Parallèlement, une marche analogue est effectuée sur Rabat et nos troupes feindront de s'y opposer à seule fin de faire comprendre à un récalcitrant supposé naïf que son règne dépend, après tout, de la bonne vo-

lonté et de la force de la puissance protectrice.

Toutes ces manœuvres de haute stratégie ou, si l'on préfère, ces machiavéliques combines n'eurent toutefois pas le succès escompté sur le plan intérieur. Par contre elles devaient avoir un retentissement déplorable à l'extérieur car elles étaient loin de se concilier avec l'esprit et les principes sacro-saints de la Charte des Nations Unies solennellement reconnus et proclamés par nous.

Guillaume, "fils spirituel" de Juin arrive au pouvoir

C'est dire toute l'émotion et l'énorme tollé d'indignation et de protestation qu'elles allaient provoquer, peu partout dans le « monde libre » : violentes campagnes antifrancaises, appels pressants à l'O.N.U. menaces de mesures de rétorsion, rien ne devait manquer à cette bruyante orchestration stimulée encore par de tumultueuses manifestations dans les grandes villes marocaines.

Devant un ensemble aussi étourdissant, force nous fut alors de reconnaître la fausseté de notre position et de rappeler le responsable maladroit de tout ce tapage, notre résident doublement général : Juin.

Le dépit éprouvé par le futur maréchal de se voir ainsi vidé de son agréable satrapie du Maroc fut atténué, selon ses déclarations faites à l'occasion de sa visite d'adieu à sa bonne ville de Casablanca, par la perspective de voir son ami, le général Guillaume, l'ancien directeur des Affaires politiques du général Nogues, désigné pour lui succéder sur son expresse recommandation. Ainsi, le sceptre ne sortait pas de la famille et le nouveau proconsul pouvait être assuré d'emblée de la sympathie confiante et agissante de la colonisation.

L'accueil réservé par le sultan fut d'abord bienveillant et marqué de bonne volonté. Il se plut à faire ressortir les meilleurs facultés d'intelligence et de compréhension de son nouveau ministre étranger imposé des Affaires étrangères. On put croire qu'une ère de collaboration franche, loyale et sincère allait enfin s'instaurer entre le Palais impérial et la Résidence de France.

Par ailleurs, les déclarations faites par le nouveau proconsul au cours de ses visites de bienvenue ne manquaient pas d'une certaine habileté et pouvaient laisser pressentir un changement notable d'orientation car il ne tarissait pas sur la nécessité, les impératifs urgents même pour les Européens établis à demeure au Maroc de se mettre davantage au diapason de ses habitants d'origine en apprenant leur langue et les fréquentant le plus possible afin de les mieux connaître pour leur inspirer confiance. Cela pouvait paraître révolutionnaire si l'on tient compte de la condescen-

dance hautaine teintée volontiers de mépris affichée jusque-là à leur égard par ses prédécesseurs habitués à prodiguer des marques d'intérêt de commande aux notables obséquieux, estimés seuls intéressants parce que intermédiaires obligés de nos fonctionnaires et de la colonisation et instruments dociles de leurs volontés solidaires de domination à des fins d'exploitation sur la ville, misérable et méprisable tourbe des fellahs.

(A suivre.)

LES LIVRES

MAUDIT SOIT CE JOUR

par GERALD GORDON
(Corrèa, éditeur)

S'il existe une abondante littérature sur le problème noir aux U.S.A., on n'en peut dire autant pour l'Afrique du Sud. Aussi « Maudit soit ce jour », présente-t-il un double intérêt. Intérêt documentaire d'abord, et, par ses qualités même, l'intérêt qu'inspire tout bon roman, bien construit et bien conduit.

Gerald Gordon nous conte la vie de deux frères nés d'un père « européen » et d'une mère noire.

L'un sera blanc, passera la ligne, vivra parmi les « Européens », qui le croient un des leurs, une vie normale, l'autre militera dans les mouvements anti-racistes.

Après une longue séparation les deux frères se retrouveront; un drame éclatera qui brisera la vie du premier.

Ce livre poignant éclaire d'une pénétration tragique, pathétique et à une époque où les droits des gens de couleur à la liberté et à l'égalité sont piétinés en Afrique du Sud par un régime d'un autre âge et par une société imbécilement raciste, il est bon que le lecteur français puisse se faire une idée de ces questions au travers d'autre chose que son Petit Parisien quotidien, en l'occurrence d'un excellent roman.

R. C.

*

MON SOUS-MARIN

L'« UNBROKEN »

par ALASTAIR MARS

IMAGINEZ-VOUS un professeur, un jeune savant, un chanteur à la retraite, enfin une personne quelconque publiant ses mémoires signées Dupont, Palmes académiques, Légion d'honneur?

La vanité des imbéciles pourvus de ces « hochets qui font marcher les hommes » est, à notre époque, limitée généralement par une certaine pudeur, la crainte de se faire fiche de soi et aussi certaines conventions.

Les militaires, en général — et les militaires anglais, en particulier, semble-t-il — n'en ont cure. A preuve le D.S.O. et le D.S.C. (« and bar », if you please), d'Alastair Mars qui ayant commandé un sous-marin et bouillonné bon nombre de ses semblables sur les mers du globe, étale ses décorations sur la couverture de ses mémoires, ses coupes de canons tout au long de 287 pages et sa sale gueule au dos de l'ouvrage.

Si vous trouvez son bouquin dans la rue, poussez-le dans le caniveau. Avec le pied. Ça ne vaut même pas la peine de se baisser.

R. C.

Dans le prochain numéro :

« La
COMMUNE HONGROISE
et les
Communistes Libertaires »

SERVICE DE LIBRAIRIE

Pour vos commandes de Librairie, consultez toujours le dernier numéro du journal paru.

Les prix indiqués sont compris, franco de port. L'achat direct à notre Librairie entraîne une réduction de la valeur du prix des tarifs postaux

Commandes à Robert Joulin, 145, quai de Valmy, Paris-X^e
C.C.P. 5561-76

ROMANS

Le monde du sexe	Henry Miller ..	525
Plexus	— ..	1120
L'agent secret	Graham Green ..	495
Voyage sans carte	— ..	585
La croisée de Lee Gordon	Chester Himes ..	840
Sur les pas de Morell	Robert Neuman ..	735
Colin-Maillard	— ..	375
L'enquête	— ..	375
Enfants de Vienne	— ..	375
Et le buisson devint cendre	Manes Sperbert ..	645
Plus profond que l'abîme	— ..	435
Qu'une larme dans l'océan	— ..	485
La baie perdue	— ..	735
La mort en face	Emm. Robles ..	435
La vérité est morte	— ..	435
Monserat	— ..	435
Les marais	Domin. Rolin ..	435
Les deux sœurs	— ..	435
Ravage	René Barjavel ..	245
Ma vie d'enfant	Maxime Gorki ..	345
En gagnant mon pain	— ..	375
Les enfants de Jérôme (I et II) ..	Ernst Weitzer ..	435
La nache de Wansbek	Arnold Zweig ..	435
Le trafic des piastres	Jacq. Despuach ..	795
Allons z'enfants	Yves Gibeau ..	665
Les gros sous	— ..	525
La tour d'Ezra	Arthur Koestler ..	405
Croisade sans croix	— ..	375
La lie de la terre	— ..	375
Le zéro et l'infini	— ..	390
Les hommes ont soif	— ..	825
Analyse d'un miracle	— ..	645

La grande maison	Mohamed Dib ..	435
Le journal d'Anne Frank	Anne Frank ..	435
Moscou sous Lénine	Alfred Rosmer ..	645
L'enfant	Jules Vallès ..	245
Le bachelier	— ..	245
L'insurgé	— ..	245
Personne n'est dupe	Harrison ..	585
Breviaire de la haine	Léon Poliakov ..	825
André Breton	Victor Graciov ..	645
L'atelier de Marie-Claire	Marg. Audoux ..	465
L'état de siège	Albert Camus ..	320
Actuelles	— ..	375
Le malentendu — Caligula	— ..	435
Les papiers	Jean Rousselot ..	365
Nouvelles histoires extraordinaires ..	Edgar Poe ..	245
Les peuples nus	M.-Pol Fouchet ..	675
Si l'Allemagne avait vaincu	Rand. Robban ..	465
L'affaire Toulaev	Victor Serge ..	645
Barnum	Alain Sergent ..	495
Les manits du Christ	Gustav Regier ..	675
Les conquérants	André Malraux ..	435
Les coupables	Jean Albert ..	275
La condition inhumaine	J. Margoline ..	625
Littérature présente	Maur. Nadeau ..	795
La fausse parole	Armand Robin ..	480
La statue de sel	Albert Nemmi ..	630

LES ARTS

Pièces roses	Jean Anouilh ..	445
Pièces noires	— ..	595
Charles Dullin	Lucien Arnaud ..	645
Théâtre populaire	Revue bimestr ..	480
Chanson sans musique	Raymond Asso ..	215
André Gide	L.-Pierre Quint ..	1380

Pour les commandes de romans, nous signalons que nous pouvons expédier n'importe quel ouvrage (non inscrit sur notre liste) sous un délai de dix jours, en nous indiquant l'auteur et le nom de l'éditeur.

LE LIBERTAIRE

ORGANE DE LA FÉDÉRATION COMMUNISTE LIBERTAIRE

et LES LUTTES OUVRIÈRES

LES TRACTATIONS des combinards du C.C. de la C.G.T. ont abouti à une grève de 24 heures le 28 avril, pour consommer l'action ouvrière

Le Comité Confédéral de la C.G.T. vient de décider que la grève générale de 24 heures, prévue depuis plus de deux mois, aura lieu le 28 avril.

LE LIBERTAIRE traitait dans son dernier numéro : Enterrait-on la grève de 24 heures ? et malgré la décision oiseuse du C.C. de la C.G.T., la question reste posée.

On nous avise qu'à la suite de « l'immense succès » des conférences ouvrières, la décision du C.C. est l'emanation même de la base.

A la T.R.T.

Dans cette entreprise où la direction et quelques chefs d'atelier usent et abusent de leur autorité la vie syndicale est nulle. Nous pensons qu'il serait temps que nous agissions afin de réveiller les délégués-fantômes. Les tarifs horaires sont au juste « minimum » toléré par la loi; manœuvre 115 fr., O.S. 2 150 fr.

Pourquoi, alors que le débrayage du 29 janvier a prouvé que l'on pouvait compter sur presque un tiers du personnel, pourquoi ne pas avoir persévéré en renouvelant des assemblées générales ?

Pourquoi les sections syndicales C.F.T.C.-C.G.T. sont-elles rebombées dans le mutisme le plus absolu ? Autant de questions qui restent sans réponses et nuisent à l'intérêt, à la défense des travailleurs.

Camarades qui désirez que « cela change », nous vous demandons rendez-vous (voir communiqué ci-dessous) afin qu'ensemble nous envisagions les moyens de parer à l'incurie des délégués.

N'oublions jamais que seule l'action paie.

Le groupe de la T.R.T.

GROUPE D'ENTREPRISE

T. R. T.

Les camarades et sympathisants sont priés de passer à la permanence, 145, quai de Valmy, le samedi 10 avril, à 15 heures.

LE GROUPE.

REVUE DE LA PRESSE OUVRIÈRE

Les travailleurs imposeront leurs revendications, en dépit des directions confédérales syndicales, et la pression de la base impose à celles-ci certaines mesures pour mobiliser la classe ouvrière vers la grève de 24 heures qui doit tendre à aller au-delà : la grève générale.

Quelques décisions : Rencontre Nationale C.G.T.-C.F.T.C. : Une délégation du bureau confédéral de la C.G.T. a rencontré le 4 mars une délégation du bureau confédéral de la C.F.T.C.

Marseille — Accords C.G.T.-C.F.T.C. : Un accord pour la grève de vingt-quatre heures, de toutes les corporations, a été signé à Marseille par les responsables des Unions départementales C.G.T. et C.F.T.C. des Bouches-du-Rhône.

Métallurgie — Ardèche : Les métallurgistes C.G.T. et C.F.T.C. de Frayal-le-Tail (Ardèche) ont lancé un appel à tous les travailleurs pour préparer la journée de grève dans l'unité la plus totale.

Métallurgie — Loire : Les délégués du personnel et du comité d'établissement des Ateliers et Forges de la Loire (C.G.T., C.F.T.C., F.O.) ont lancé un appel pour une Journée interprofessionnelle et nationale.

Mineurs — Pas-de-Calais : Les membres du Comité d'Union d'action des mineurs du 4 et du 7 d'Arron des mines de Lens et de Liévin demandant aux confédérations de prévoir une grève générale de vingt-quatre heures.

Chambéry — Accord C.G.T.-C.F.T.C. : A Chambéry, les syndicats C.G.T. et C.F.T.C. ont lancé un appel commun pour la grève.

Métallurgie-Cheminots — Bordeaux : A Bordeaux, des travailleurs de toutes appartenances syndicales des entreprises Dassault, Desse, Motobloc, A.A., dépôt S.N.C.F., Bastide S.N.C.F., Epitren S.N.C.F., Voie S.N.C.F., réunis sur l'initiative du Comité d'Unité

Malgré les dirigeants de la C.G.T., nous ne serons pas d'accord. Cette grève de 24 heures que l'on a fignolé, couvert de fleurs et d'enjoliveurs n'est pas dans les esprits.

● Les travailleurs ne sont pas captivés pour cette action sporadique.

● Ce n'est pas qu'ils refusent de se battre. Non, mais ils trouvent absurdes les buts de cette action. Bien qu'ils n'ignorent pas, que trop de leurs camarades sont obligés par les grâces gouvernementales et syndicales de végéter avec moins de 25.166 fr., ils pensent cependant, avec tout leur bon sens coutumier, que se battre pour ce minimum vital dérisoire, que l'on se paye un peu trop démocratiquement leurs têtes. L'opulence patronale, le minimum royal de tous les députés fixé à 1 million 800.000 francs par an, soit 150.000 francs par mois, représentent un affront et leur infligent un soufflet non mérité pour leur misérable vie d'exploités.

Mais la lenteur qui a été apportée à la décision et à la fixation de cette grève nous laisse augurer du « succès » de celle-ci.

Les bonzes syndicaux n'ont pas voulu faire machine arrière et nous incite à penser que pas un sans exception, formant ce C.C. étaient, tout feu tout flamme, pour cette grève. De difficiles, de ténébreux calculs sont à l'origine de cette décision. On a pesé le pour ou le contre, le faire machine arrière ou le déclenchement de la grève. Tout compte fait, on s'est fixé pour la grève comme un moindre mal avec le moins de perte de prestige.

Tout le tapage démocratique fait autour de cette grève n'a été que miroir aux alouettes. Et les travailleurs, tous les travailleurs l'ont bien senti et l'on comprend désormais plus facilement, non pas leurs réticences à l'action, mais les hésitations à entreprendre celle-ci, vu les buts vains et sans espoir que leur propose le C.C. de la C.G.T.

La meilleure réponse que devront faire les ouvriers aux batifolages des délégués du C.C. de la C.G.T. ce sera d'engager l'action le 28 avril pour des buts clairs et précis, dont le programme de la F.C.L. doit servir de base. Cette action doit être menée jusqu'à satisfaction totale.

LIB.

CONTRAIREMENT aux années précédentes, vous allez avoir à choisir cette fois entre les représentants de trois centrales syndicales, pour les élections au Comité d'Établissement.

La candidature C.G.T. n'a pas été posée dans un quelconque but de propagande; la question n'est pas de savoir si tel ou tel syndicat doit remporter la « victoire », mais de rechercher qui semble le mieux placé pour défendre à la fois les droits de tous nos collègues, et, d'autre part, qui paraît susceptible de préconiser de nouvelles méthodes de travail dans notre profession, où tout ne marche pas pour le mieux actuellement.

Pour le premier but, si vous estimez que l'action menée par les anciens délégués, qui se présentent à nouveau, a été positive, si vous pensez qu'ils n'ont omis d'aborder aucun problème (les comptes rendus des séances du C. E. où il n'est guère question, durant toute l'année, que de diverses fêtes familiales, excursions, etc.), sont bien là pour vous le prouver !, n'hésitez pas alors à leur renouveler votre confiance; il y aurait vraiment mauvaise grâce à conseiller le contraire.

Par contre, si vous pensez qu'avec une réunion mensuelle, il est possible de s'attaquer à des questions bien plus importantes, si vous estimez que depuis quelques années, il n'a été pratiquement rien fait de positif dans notre Groupe, alors réviser votre position, et décidez-vous à « essayer » quelque chose d'autre. Vous ne risquez pas de perdre grand-chose puisque jusqu'ici, nous n'avons guère bénéficié que de ce qui avait été obtenu par les autres groupes.

Je ne veux pas dire qu'il suffise de changer de personnes pour que tout s'améliore immédiatement; je suis simplement persuadé que l'on ignore pas qu'il ne suffit pas d'être élu pour pouvoir imposer du jour au lendemain son point de vue, et je ne mets pas en doute la bonne volonté des anciens membres du C.E.; je suis simplement persuadé que l'on peut faire mieux.

On oublie un peu trop, par exemple, de collaborer avec les collègues parisiens, lors des diverses actions engagées.

D'autre part, la question du retour

Chez les gueules noires

UN TRISTE BILAN

LES statistiques très étalées pour les mauvaises causes sont, d'autant plus, camouflées lorsqu'il s'agit de la vie des ouvriers.

La grande presse a d'autres chats à fouetter et les quelques centaines de morts chaque année au fond des puits passe après les jambes de la Miss ou l'examen d'inconscience du Romain-Boussac.

Donc, cette grande prostituée du demi-siècle a fait, à quelques exceptions, le mutisme le plus complet sur les accidents de travail mortels et les décès

Présence de la F.C.L. à Elbeuf

ÉLECTIONS AU C.E. du Crédit Lyonnais

Notre camarade Christian Melet nous fait parvenir la lettre circulaire qu'il distribua récemment pour les élections au C.E. du Crédit Lyonnais que nous reproduisons bien volontiers. Remercions-le de développer efficacement les positions de la F.C.L., ce qui a permis une cristallisation, de ses camarades, sur sa candidature au C.E.

Le résultat des élections du C.E., que nous publions ci-dessous, minimise certains, mais appréciable pour nous, se situe au départ d'une action qui ne peut pas se stabiliser.

aux 40 heures, semble définitivement enterrée; au contraire, l'A.P.B. insiste pour que l'horaire soit « assoupli », ce qui laisserait les mains libres au patronat, pour ouvrir les bureaux comme bon lui semblerait. Nous ne sommes même plus sûrs que soit appliqué l'horaire d'été (repos le samedi matin), à partir du mois prochain. Il est pourtant évident que la modernisation du matériel, puis la centralisation, ont simplifié considérablement le travail.

Il suffirait de quelques mesures de réorganisation, qui seraient bien accueillies par le personnel, pour que les 40 heures puissent être rétablies. Actuellement, les collègues parisiens préparent une action dans ce sens.

Sommes-nous prêts à les épauler ? Absolument pas, et si nous ne réagissons pas, ils iront comme d'habitude au devant d'un échec.

Quant à la question salariale, il est bon de rappeler que les 8 % d'augmentation accordés péniblement par notre Etablissement ne doivent pas présenter qu'une première amélioration. Peut-être serait-il temps d'insister à nouveau pour que la question soit réétudiée. Il semble que l'on s'incline un peu trop facilement devant les décisions de l'A.P.B. Nous avons pourtant un moyen de pression efficace à notre disposition; mais comme par hasard, lorsqu'il serait utile de l'employer, on en parle pas. Un nombre important de collègues se

rappellent amèrement la non-participation des employés de banque aux divers mouvements revendicatifs (sans tenir compte bien entendu, de toute manifestation présentant un caractère politique).

Cela ne représente que quelques-uns des problèmes qu'il serait bon d'étudier. Il est bien évident, par ailleurs, que l'éventualité de l'élection d'un collègue C.G.T. au Comité d'Etablissement, ne doit pas faire craindre une rivalité au sein de celui-ci, bien au contraire, chacun doit être soucieux de collaborer avec les autres membres, avec toute sa bonne volonté, et dans l'extrême limite de ses possibilités.

Christian MELET,
Démarcheur,
C.L. ELBEUF.

N.B. — Pour aller au-devant d'une critique que j'imagine déjà, je précise que la C.G.T. n'est pas réservée aux seuls membres d'un parti politique bien distinct, mais que l'on y rencontre au contraire des syndiqués pour lesquels comptent seul l'intérêt de leurs camarades.

CRÉDIT LYONNAIS

GROUPE DE ROUEN

RESULTAT DES ÉLECTIONS
DU COMITÉ D'ÉTABLISSEMENT
DU 8 MARS 1954

COLLEGE DES EMPLOYES
TITULAIRES

Inscrits : 144.
Votants : 137.
Suffrages exprimés : 121.
Bulletins blancs ou nuls : 16.
Ont obtenu :

C.G.T.

MELET Christian : 16 voix.

C.G.T.-F.O.

Lecomte Gaston : 10 voix.

C.F.T.C.

Deschamps Robert : 93 voix, élu.
Hinfrey André : 93 voix, élu.
Mlle Bécu Lucienne : 86 voix, élue.
Quotient électoral : 40.

SUPPLEANTS

Inscrits : 144.
Votants : 137.
Suffrages exprimés : 115.
Bulletins blancs ou nuls : 22.
Ont obtenu :

C.F.T.C.

Mme Maigret Bérangère : 112 voix, élue.

Mme Paris Simone : 104 voix, élue.
Chartron Roger : 107 voix, élu.
Quotient électoral : 38.

Connaissance de nos exploiters

Les magasins : AU PRINTEMPS

SITUÉS en plein cœur de Paris, à l'angle du boulevard Haussmann et de la rue du Havre, à deux pas de l'Opéra, les magasins Au Printemps, de par leur situation géographique du centre des activités commerciales, industrielles et bancaires, ont conquis une clientèle multiple. L'ouvrière cotoyant la bourgeoise. La midinette éclipant — sans regret pour nous — la revêche bourgeoise.

En bon voisinage avec les Galeries Lafayette, ces deux magasins, aux chiffres d'affaires sensiblement égaux, égalisent à eux deux 50 % du chiffre d'affaires total de l'ensemble des ventes des grands magasins de Paris (Samaritaine, Bon Marché, Trois Quartiers, Magasins Réunis, etc.).

La Société dénommée Groupe Printemps comprend : les grands magasins que nous avons cités en province : Rouen, Lille, Nancy, Cognac, Alès, Versailles, Saintes, Paris, Bordeaux, Vichy, Fontainebleau, Deauville, Saintes, Niort, Rochefort, Le Havre, Dieppe, La Roche-sur-Yon, Poitiers, Avignon, Lyon; un magasin doit être ouvert incessamment à Dakar, géré en commun avec la Société Commerciale de l'Ouest Africain, puis 18 magasins de Pruniscin situés à Paris et en province.

Tous les achats pour l'ensemble des magasins sont faits par la S.A.P.A.C. — Société Parisienne d'Achats en Commun — cette dernière Société ne fournit pas seulement le groupe Printemps, mais sert également des clients extérieurs.

Pour la partie « Nouveautés », le groupe a créé la S.A.C.L.E.M. — Société de Confection, Lingerie et Modes — dont la plus importante fabrication est celle des vêtements BRUMMEL.

En 1952, le groupe Printemps s'est assuré le contrôle de la Française des Magasins.

Le chiffre d'affaires du groupe, qui se situait pour l'exercice 49-50 à 12 milliards 5, s'élevait pour 50-51 à 18 milliards 5, 51-52 à 25 milliards 5 et 52-53 à 33 milliards 5. Les bénéfices nets progressaient aussi amplement : ils étaient de

142 millions en 49-50, 186 millions en 49-50, 324 millions en 50-51, 381 millions en 51-52, pour atteindre 430 millions en 52-53.

Le capital social du groupe Printemps est de 720 millions, répartis en 288.000 actions au nominal de 2.500 fr. et cotées le 25 mars dernier en Bourse 17.800 fr., ce qui représente une capitalisation boursière approchant de 5,2 milliards.

En marge des bénéfices nets, voici la progression des réserves, dont nous avons déduit la réserve légale fixée à 10 % du capital. Au 31 janvier 51, elles s'élevaient à 1.060 millions environ en 52, 3.500 millions, en 53, 3.475 millions. 90 % de ces réserves sont dites de réévaluation, une bonne méthode pour s'éviter de payer l'impôt de 34 % sur les bénéfices.

L'ensemble du groupe occupe près de 8.500 ouvrières et ouvriers. En 1952, la part des salaires versés s'élevait à 4 milliards 7 environ, y compris les primes diverses. Ceci pour nos statisticiens officiels équivaudrait à un salaire moyen de 500.000 fr. par employé et par an. Mais la réalité est tout autre. Le vendeur et la vendeuse des rayons ou des étalages sont loin d'avoir un salaire aussi élevé ainsi que celui des ouvriers des ateliers de confection.

Les vendeuses et les vendeurs gagnent un salaire fixe de 28.000 francs plus la gabelle, prime sur le chiffre d'affaires très variable... Les ouvrières de la confection doivent toucher le salaire minimum de 113 francs de l'heure, mais la productivité fait comme partout ses ravages. Les normes de travail sont très en vogue. S'il faut, suivant celles-ci, 2 heures pour finir un chapeau, et que l'ouvrière accomplisse, suivant les difficultés qu'elle peut rencontrer, ce travail en 2 h. 1/2 ou 3 heures, on ne lui paye que 2 heures de salaire, base maximum établie par la norme. Alors ils sont bien loin les salaires mirifiques de nos statisticiens officiels face aux tantimens et dividendes des administrateurs et actionnaires du Groupe Printemps.

Robert JOULIN.

Prochain numéro
du
libertaire
le
22 AVRIL 1954

UN PEU D'HUMOUR... Des fleurs aux monuments aux morts contre les accords de Bonn et de Paris

La Chambre corporative des commerçants fleuristes et patrons horticulteurs, réunie en Assemblée générale extraordinaire, a voté à l'unanimité une motion de félicitations au P.C.F. pour la façon vigoureuse et originale dont il a organisé la journée de protestation contre les accords de Bonn et de Paris du dimanche 14 mars.

La Chambre patronale des fleuristes, soucieuse de l'intérêt supérieur de la patrie, émet le vœu que la journée revendicative pour le minimum vital soit menée d'une façon identique.

(Communiqué.)

Le gérant : Robert JOULIN.

Impr. Centrale du Croissant
19, rue du Croissant, Paris-2